

SERVICE PUBLIC FEDERAL ECONOMIE,
P.M.E., CLASSES MOYENNES ET ENERGIE

[C – 2015/11200]

10 AVRIL 2015. — Arrêté royal portant approbation du règlement de stage de l'Institut professionnel des comptables et fiscalistes agréés

PHILIPPE, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 22 avril 1999 relative aux professions comptables et fiscales, l'article 45/1, § 4, alinéa 1^{er}, inséré par la loi du 25 février 2013;

Vu les décisions du Conseil national de l'Institut professionnel des comptables et fiscalistes agréés du 28 mars 2014 et du 24 octobre 2014 établissant le règlement de stage;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 6 janvier 2015;

Vu l'accord de Notre Ministre du Budget, donné le 5 février 2015;

Vu l'avis du Conseil supérieur des professions économiques, donné le 19 septembre 2014 ;

Sur la proposition du Ministre des Classes moyennes et de l'avis des Ministres qui en ont délibéré en Conseil,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. Le règlement de stage établi par le Conseil national de l'Institut professionnel des comptables et fiscalistes agréés et reproduit en annexe du présent arrêté a force obligatoire et remplace le règlement de stage annexé à l'arrêté royal du 29 janvier 1998 portant approbation du Règlement de stage de l'Institut professionnel des Comptables.

Art. 2. Le ministre ayant les Classes moyennes dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 10 avril 2015.

PHILIPPE

Par le Roi :

Le Ministre des Classes moyennes et des PME,
Willy BORSUS

Annexe à l'arrêté royal du 10 avril 2015 portant approbation du règlement de stage de l'Institut Professionnel des Comptables et Fiscalistes agréés

REGLEMENT DE STAGE

CHAPITRE 1^{er}. — *Définitions*

Article 1^{er}. Pour l'application du présent règlement, il faut entendre par :

1° la loi : loi du 22 avril 1999 relative aux professions comptables et fiscales, telle que modifiée par les lois du 25 février 2013, en particulier le titre VI;

2° l'Institut professionnel : l'Institut Professionnel des Comptables et Fiscalistes agréés créé par l'article 43 de la Loi du 22 avril 1999 relative aux professions comptables et fiscales, telle que modifiée par les lois du 25 février 2013;

3° le Conseil : le Conseil National de l'Institut, visé à l'article 45/1 § 4 de la loi;

4° les Chambres : les chambres exécutives de l'Institut professionnel comme prévu à l'article 45/1 § 2 de la loi;

5° le tableau des professionnels : le tableau visé à l'article 44 de la loi du 22 avril 1999 relative aux professions comptables et fiscales, telle que modifiée par les lois du 25 février 2013;

6° la liste des stagiaires : la liste visée à l'article 44 de la loi du 22 avril 1999 relative aux professions comptables et fiscales, telle que modifiée par les lois du 25 février 2013;

7° les membres : toutes les personnes physiques qui sont inscrites au tableau de l'Institut professionnel, comme prévu à l'article 45/1 § 1^{er} de la loi;

FEDERALE OVERHEIDSDIENST ECONOMIE,
K.M.O., MIDDENSTAND EN ENERGIE

[C – 2015/11200]

10 APRIL 2015. — Koninklijk besluit tot goedkeuring van het stagereglement van het Beroepsinstituut van erkende boekhouders en fiscalisten

FILIP, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 22 april 1999 betreffende de boekhoudkundige en fiscale beroepen, artikel 45/1, § 4, eerste lid, ingevoegd bij de wet van 25 februari 2013;

Gelet op de beslissingen van de Nationale Raad van het Beroepsinstituut van erkende boekhouders en fiscalisten van 28 maart 2014 en 24 oktober 2014 tot vaststelling van het stagereglement ;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 6 januari 2015;

Gelet op het akkoord van Onze Minister van Begroting, gegeven op 5 februari 2015;

Gelet op het advies van de Hoge Raad voor de economische beroepen, gegeven op 19 september 2014;

Op de voordracht van de Minister van Middenstand en op het advies van de in Raad vergaderde Ministers,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. Het door de Nationale Raad van het Beroepsinstituut van erkende boekhouders en fiscalisten opgestelde en als bijlage aan dit besluit gehecht stagereglement heeft bindende kracht en vervangt het stagereglement bijgevoegd bij het koninklijk besluit van 29 januari 1998 tot goedkeuring van het stagereglement van het Beroepsinstituut van Boekhouders.

Art. 2. De minister bevoegd voor Middenstand is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 10 april 2015.

FILIP

Van Koningswege :

De Minister van Middenstand en KMO's,
Willy BORSUS

Bijlage bij het koninklijk besluit van 10 april 2015 tot goedkeuring van het stagereglement van het Beroepsinstituut van erkende Boekhouders en Fiscalisten

STAGEREGLEMENT

HOOFDSTUK I. — *Definities*

Artikel 1. Voor de toepassing van dit reglement wordt verstaan onder :

1° de wet : de Wet van 22 april 1999 betreffende de boekhoudkundige en fiscale beroepen, zoals gewijzigd bij de wetten van 25 februari 2013, inzonderheid titel VI;

2° Het beroepsinstituut : het Beroepsinstituut van erkende Boekhouders en Fiscalisten, opgericht bij artikel 43 van de Wet van 22 april 1999 betreffende de boekhoudkundige en fiscale beroepen, zoals laatst gewijzigd bij de wetten van 25 februari 2013;

3° de Raad : de Nationale Raad van het Instituut, bedoeld in artikel 45/1 § 4 van de wet;

4° de Kamer : de bevoegde uitvoerende kamer van het Beroepsinstituut zoals voorzien in artikel 45/1 § 2 van de wet;

5° het tableau van de beroepsbeoefenaars : het tableau bedoeld in artikel 44 van de Wet van 22 april 1999 betreffende de boekhoudkundige en fiscale beroepen, zoals laatst gewijzigd bij de wetten van 25 februari 2013;

6° de lijst van de stagiaires : de lijst bedoeld in artikel 44 van de Wet van 22 april 1999 betreffende de boekhoudkundige en fiscale beroepen, zoals laatst gewijzigd bij de wetten van 25 februari 2013;

7° de leden : alle natuurlijke personen die op het tableau van het Beroepsinstituut zijn ingeschreven, zoals voorzien in artikel 45/1 § 1 van de wet;

8° le maître de stage : une personne physique membre soit de l'Institut professionnel, soit un expert-comptable membre de l'Institut des Experts-comptables et Conseil fiscaux soit un réviseur d'entreprises membre de l'Institut des Réviseurs d'entreprises qui supervise le stagiaire pendant son stage conformément aux prescrits de ce règlement;

9° le stagiaire : le comptable stagiaire et le comptable-fiscaliste stagiaire, personne physique, repris sur la liste des stagiaires de l'Institut professionnel comme prévu à l'article 44 de la loi;

10° Le stagiaire externe : le stagiaire qui exerce sa profession sur une base indépendante et pour compte de tiers comme visé à l'article 44 de la loi;

11° le stagiaire interne : le stagiaire qui exerce exclusivement sa profession dans un lien de subordination via un contrat de travail ou dans le cadre d'une fonction rémunérée par les pouvoirs publics, comme visé à l'article 44 de la loi;

12° le comptable externe : le comptable qui exerce sa profession sur une base indépendante et pour compte de tiers comme visé à l'article 44 de la loi;

13° le comptable interne : le comptable qui exerce exclusivement sa profession dans un lien de subordination via un contrat de travail ou dans le cadre d'une fonction rémunérée par les pouvoirs publics, comme visé à l'article 44 de la loi.

14° l'examen pratique d'aptitude : l'examen pratique d'aptitude tel que prévu par l'article 51 de la loi.

15° la commission de stage : la commission de stage visée au chapitre IV de l'arrêté royal du 20 janvier 2003 concernant le programme, les conditions et le jury d'examen pour l'examen pratique d'aptitude des comptables agréés et des comptables-fiscalistes agréés.

16° les instituts des professions économiques : l'Institut des Réviseurs d'Entreprises (IRE), l'Institut des Experts-comptables et des Conseils fiscaux (IEC) et l'Institut Professionnel des Comptables et Fiscalistes agréés (IPCF).

CHAPITRE II. — *Du stage en général*

Art. 2. Le stage a pour but de préparer le stagiaire à son inscription au tableau des professionnels en lui donnant la possibilité de se former à la pratique professionnelle et aux règles de la déontologie. Le stage s'effectue avec l'assistance d'un maître de stage.

Ce règlement de stage est d'application à toutes les personnes inscrites sur la liste des stagiaires de l'Institut professionnel et à leur maître de stage.

CHAPITRE III. — *L'inscription sur la liste des stagiaires*

Art. 3. § 1^{er}. La demande d'admission sur la liste des stagiaires est introduite par envoi recommandé adressé au Président de la Chambre exécutive.

§ 2. Pour être recevable, la demande doit être accompagnée d'un dossier justifiant notamment que sont réunies les conditions prévues à l'article 50, § 2 et/ou § 3 de la Loi au moyen d'une copie signée de son diplôme par le candidat ou sous la forme d'une attestation équivalente.

§ 3. Le dossier comporte également :

1° une preuve de nationalité ou de domiciliation délivrée par l'autorité compétente ou le document récapitulatif des données contenues dans la carte d'identité électronique et dont la date n'excède pas trois mois;

2° un extrait du casier judiciaire dont la date n'excède pas trois mois;

3° trois exemplaires originaux de la convention de stage dûment signés par les parties et répondant aux conditions prévues par le présent règlement;

4° la preuve du paiement des frais de dossier, dont le montant est fixé par le Conseil;

5° tout autre document jugé nécessaire tant pour le candidat stagiaire que pour le candidat Maître de stage par l'Institut Professionnel;

§ 4. le dossier du candidat stagiaire interne comporte également :

1°. Pour ceux qui exercent dans le cadre d'une fonction rémunérée par les pouvoirs publics : une copie de la nomination statutaire, un descriptif détaillé de la fonction exercée et l'organigramme au moment de la demande, le tout signé par la hiérarchie;

8° de stagemeeester : een natuurlijk persoon lid van hetzij het beroepsinstituut hetzij een accountant lid van het Instituut van de accountants en de belastingconsulenten hetzij een bedrijfsrevisor lid van het Instituut der bedrijfsrevisor die de stagiair begeleidt tijdens zijn stage conform de voorschriften van dit reglement;

9° de stagiair : de stagiair-boekhouder en de stagiair boekhouder-fiscalist, natuurlijke persoon, opgenomen op de lijst van de stagiairs van het beroepsinstituut zoals voorzien in artikel 44 van de wet;

10° de externe stagiair : de stagiair die zijn beroep op zelfstandige basis en voor rekening van derden uitoefent zoals bedoeld in artikel 44 van de wet;

11° de interne stagiair : de stagiair die zijn beroep uitsluitend uitoefent in ondergeschikt dienstverband via een arbeidsovereenkomst of een door de overheid bezoldigde betrekking zoals bedoeld in artikel 44 van de wet;

12° de externe boekhouder : de boekhouder die zijn beroep op zelfstandige basis en voor rekening van derden uitoefent zoals bedoeld in artikel 44 van de wet;

13° de interne boekhouder : de boekhouder die zijn beroep uitsluitend uitoefent in ondergeschikt dienstverband via een arbeidsovereenkomst of een door de overheid bezoldigde betrekking zoals bedoeld in artikel 44 van de wet;

14° het praktisch bekwaamheidsexamen : het praktisch bekwaamheidsexamen zoals voorzien bij artikel 51 van de wet.

15° de stagecommissie : de stagecommissie zoals bedoeld in hoofdstuk IV van het koninklijk besluit van 20 januari 2003 betreffende het programma, de voorwaarden en de examenjury voor het praktisch bekwaamheidsexamen van de erkende boekhouders en erkende boekhouders-fiscalisten.

16° de instituten van de economische beroepen : Het Instituut der Bedrijfsrevisoren (IBR), het Instituut van de Accountants en de Belastingconsulenten (IAB) en het Beroepsinstituut van de erkende Boekhouders en Fiscalisten (BIBF).

HOOFDSTUK II. — *De stage in het algemeen*

Art. 2. De stage heeft tot doel de stagiair voor te bereiden op zijn inschrijving op het tableau van de beroepsbeoefenaars door hem de mogelijkheid te bieden zich te vormen op het vlak van de beroepspraktijk en de plichtenleer. De stage wordt verricht onder begeleiding van een stagemeeester.

Dit stagerglement is van toepassing op alle personen die op de lijst van de stagiairs van het beroepsinstituut werden ingeschreven en op hun stagemeeesters.

HOOFDSTUK III. — *De inschrijving op de lijst van de stagiairs*

Art. 3. § 1. De aanvraag tot inschrijving op de lijst van de stagiairs wordt per aangetekend schrijven toegezonden aan de Voorzitter van de Uitvoerende kamer.

§ 2. Om ontvankelijk te zijn moet de aanvraag vergezeld zijn van een dossier waaruit ondermeer moet blijken dat voldaan is aan de voorwaarden bepaald in artikel 50, § 2 en/of § 3 van de Wet door middel van een door de kandidaat ondertekend afschrift van het diploma of onder de vorm van een gelijkwaardig getuigschrift.

§ 3. Het dossier omvat tevens :

1° een bewijs van nationaliteit of van woonplaats, afgeleverd door de bevoegde overheid of het samenvattend document van de gegevens van de elektronische identiteitskaart, niet ouder dan drie maanden;

2° een uittreksel uit het strafregister niet ouder dan drie maanden;

3° drie originele exemplaren van de stageovereenkomst, elk behoorlijk ondertekend door de partijen, en beantwoordend aan de in dit reglement gestelde voorwaarden;

4° een bewijs van betaling van de dossierkosten, waarvan het bedrag door de Raad wordt vastgesteld.

5° elk ander door het beroepsinstituut noodzakelijk geacht document vanwege zowel de kandidaat stagemeeester als de kandidaat stagiair.

§ 4. het dossier van de kandidaat interne stagiair bevat bovendien :

1° voor diegenen die het beroep uitoefenen via een door de overheid bezoldigde betrekking : een kopij van de statutaire benoeming, een gedetailleerde omschrijving van het takenpakket en het organigram op het ogenblik van de aanvraag allen ondertekend door de hiërarchische overste;

2°. Pour ceux qui exercent la fonction exclusivement sous un lien de subordination via un contrat de travail : une copie du contrat de travail et une attestation signée par l'employeur reprenant la description détaillée des tâches accomplies ainsi que l'organigramme de l'entreprise au moment de la demande.

§ 5. le dossier du candidat stagiaire externe comporte également :

— une preuve d'affiliation à une caisse d'assurances sociales pour travailleurs indépendants ou à la caisse nationale auxiliaire d'assurances sociales pour travailleurs indépendants, dont la date n'excède pas trois mois;

— la preuve que le candidat stagiaire dispose d'une police d'assurance couvrant sa RC professionnelle pour les activités personnelles effectuées dans le cadre du stage IPCF.

Art. 4. La demande d'inscription sur la liste des stagiaires est déclarée irrecevable par la Chambre exécutive compétente si le candidat stagiaire ne produit pas ou produit de manière incomplète dans les trois mois de l'envoi du dossier les documents ou informations demandés.

Art. 5. § 1^{er}. La période de stage débute le jour de l'inscription sur la liste des stagiaires par la Chambre.

§ 2. La Chambre décide d'accepter ou pas le maître de stage proposé par le stagiaire. L'Institut met à disposition des candidats, des outils leur permettant de faciliter la recherche d'un maître de stage et assistera le cas échéant le candidat stagiaire dans sa recherche d'un maître de stage. L'Institut tient à jour une liste des candidats maîtres de stage.

§ 3. S'il s'agit d'un refus d'inscription sur la liste des stagiaires, la notification est accompagnée de tous les renseignements concernant le délai d'appel et les modalités selon lesquelles l'appel peut être interjeté.

CHAPITRE IV. — *De la convention de stage*

Art. 6. § 1^{er}. La convention de stage conclue entre le stagiaire et son maître de stage comprend :

1° l'engagement des parties de se conformer au règlement de stage et aux instructions qui leur sont données par l'Institut;

2° l'engagement du stagiaire et du maître de stage de se consacrer au stage avec loyauté, de respecter le secret professionnel, et de ne pas porter atteinte pendant la période du stage aux intérêts professionnels des parties. Le stagiaire et le maître de stage s'engagent à ne pas reprendre de dossiers de leur clientèle respective sans l'autorisation écrite et préalable de l'autre partie concernée par la convention de stage et ce, durant le stage et les deux années qui suivent la fin de cette convention.

§ 2. La convention de stage produit ses effets dès la décision d'inscription du stagiaire par la Chambre sur la liste des stagiaires comptables.

Si elle remplace ou modifie une convention de stage précédente, celle-ci est présentée à l'approbation de la Chambre. Après approbation de la convention, un exemplaire est envoyé au stagiaire ainsi qu'au maître de stage. Le troisième exemplaire reste joint au dossier du stagiaire.

§ 3. La convention de stage peut être signée au nom d'une société à condition que celle-ci désigne une personne physique mandataire de cette société qui sera effectivement responsable comme maître de stage et qui répond aux conditions de l'article 19.

§ 4. Le stagiaire interne ne peut pas effectuer de prestations pour son employeur sur une base indépendante.

Art. 7. § 1. Dans le cadre de l'exercice de la profession en tant qu'indépendant les conditions de prestations de services sont constatées par écrit. Le stage est accompli dans le cadre d'un contrat de prestation de services à titre d'indépendant conclu soit entre le stagiaire et le maître de stage soit entre le stagiaire et son client.

La convention de stage est distincte du contrat de prestation de services à titre d'indépendant.

§ 2. Lorsque le stage s'effectue en tant que stagiaire interne, il y a lieu de noter que la convention de stage, signée dans le cadre du stage IPCF, n'est pas un contrat de travail ou document équivalent.

2° Voor diegenen die het beroep uitsluitend uitoefenen in ondergeschikt dienstverband via een arbeidsovereenkomst : een kopie van de arbeidsovereenkomst en een attest ondertekend door de werkgever met een gedetailleerde omschrijving van het takenpakket alsook het organigram van de onderneming op het ogenblik van de aanvraag.

§ 5. het dossier van de kandidaat externe stagiair bevat bovendien :

— een bewijs van aansluiting bij een sociaal verzekeringsfonds voor zelfstandigen of bij de nationale hulpkas voor de sociale verzekering der zelfstandigen, niet ouder dan drie maanden;

— het bewijs dat de kandidaat stagiair beschikt over een verzekeringspolis die zijn burgerlijke beroepsaansprakelijkheid dekt voor zijn persoonlijke activiteiten in het kader van zijn BIBF stage.

Art. 4. De aanvraag tot inschrijving op de lijst van de stagiairs zal door de bevoegde Uitvoerende Kamer als onontvankelijk beschouwd worden, indien de kandidaat stagiair de gevraagde documenten of gegevens niet of slechts gedeeltelijk overmaakt binnen de drie maanden volgend op het indienen van het aanvraagdossier.

Art. 5. § 1. De stageperiode vangt aan op de dag van de inschrijving op de lijst van de stagiairs door de Kamer.

§ 2. De Kamer aanvaardt al dan niet de door de stagiair voorgestelde stagemeeester. Het Beroepsinstituut stelt de kandidaat stagiairs instrumenten ter beschikking die het zoeken van een stagemeeester vergemakkelijken en verleend desgevallend bijstand aan de kandidaat stagiair bij het zoeken van een stagemeeester. Het Instituut houdt een lijst van de kandidaat stagemeeesters.

§ 3. Wanneer het een weigering van de inschrijving op de lijst van de stagiairs betreft wordt de kennisgeving vergezeld van alle inlichtingen betreffende de termijn van beroep en de modaliteiten volgens dewelke dit beroep kan ingesteld worden.

HOOFDSTUK IV. — *De stageovereenkomst*

Art. 6. § 1. De stageovereenkomst gesloten tussen de stagiair en zijn stagemeeester behelst :

1° de verbintenis van de partijen om zich te schikken naar het stagerglement en naar de onderrichtingen en instructies die door het Instituut worden verstrekt;

2° de verbintenis van de stagiair en de stagemeeester om zich met loyaliteit aan de stage te wijden, het beroepsgeheim te eerbiedigen, en de beroepsbelangen van beide partijen tijdens de stage niet te schaden. De stagiair en de stagemeeester gaan de verbintenis aan om gedurende de stage en twee jaar na het beëindigen van de stageovereenkomst geen dossiers over te nemen van hun respectief cliënteel zonder voorafgaande schriftelijke toestemming van de andere partij die bij de stageovereenkomst betrokken was.

§ 2. De stageovereenkomst heeft uitwerking zodra de Kamer beslist heeft de stagiair in te schrijven op de lijst van de stagiairs.

Als ze een vorige stageovereenkomst vervangt of wijzigt wordt deze, ter goedkeuring voorgelegd aan de Kamer. Na goedkeuring van de overeenkomst wordt een exemplaar aan de stagiair alsook aan de stagemeeester toegezonden. Het derde exemplaar blijft gevoegd bij het dossier van de stagiair.

§ 3. De stageovereenkomst mag ondertekend worden in naam van een vennootschap, op voorwaarde dat deze een natuurlijk persoon mandataris van deze vennootschap aanwijst, die daadwerkelijk als verantwoordelijke stagemeeester optreedt en die voldoet aan de vereisten van artikel 19.

§ 4. De interne stagiair kan niet op zelfstandige basis prestaties leveren voor zijn werkgever.

Art. 7. § 1 Wanneer de stage op zelfstandige basis wordt verricht, worden de voorwaarden waaronder de dienstverlening zal geschieden schriftelijk vastgelegd. De stage wordt verricht in het kader van een overeenkomst van zelfstandige dienstverlening. Deze overeenkomst wordt afgesloten, hetzij tussen de stagiair en zijn stagemeeester hetzij tussen de stagiair en zijn cliënt.

De stageovereenkomst is onderscheiden van de overeenkomst voor zelfstandige dienstverlening.

§ 2. Wanneer de stage verricht wordt als interne stagiair, wordt benadrukt dat de stageovereenkomst die ondertekend wordt in het kader van de stage BIBF, geen arbeidsovereenkomst of gelijkwaardig document is.

Art. 8. Il peut être mis fin prématurément à la convention de stage :

1° moyennant un préavis de deux mois signifié à l'autre partie;

2° moyennant un accord écrit des deux parties;

3° pour un motif fondé apprécié par la Chambre après avoir entendu les parties ou au moins les avoir dûment convoquées.

La résiliation de la convention de stage doit être notifiée sans délai à la Chambre par la partie qui donne le préavis.

CHAPITRE V. — *De la durée du stage*

Art. 9. Le stage est accompli en Belgique. La Chambre peut autoriser que le stage, pour un tiers au maximum de sa durée totale, soit effectué dans un autre état membre de l'Union européenne. Dans ce cas, le maître de stage peut être une personne qui a, dans le pays concerné, une qualité équivalente à celle de comptable (-fiscaliste) agréé.

Art. 10. La Chambre peut dispenser du stage les personnes qui ont obtenu dans une autre état membre de l'Union Européenne une qualité dont elle constate qu'elle est équivalente à celle de comptable (-fiscaliste) agréé.

Art. 11. § 1. Sur demande motivée du stagiaire, du maître de stage ou de la commission de stage, la Chambre peut accorder une suspension du stage dont elle détermine la durée ou y mettre fin.

§ 2. Lorsqu'il est mis fin à la convention de stage en application de l'article 8, l'exécution du stage est suspendue d'office à partir du jour décidé par la Chambre.

Le stage reprend son cours le jour où la Chambre a approuvé une nouvelle convention de stage conclue avec un autre maître de stage.

La nouvelle convention de stage est soumise à la Chambre, au plus tard dans un délai de trois mois à dater du jour où la résiliation de la précédente convention de stage a sorti ses effets.

A défaut, le stagiaire peut être omis de la liste des stagiaires par la Chambre conformément à la procédure à laquelle renvoie l'article 45 de la Loi.

Art. 12. Le stagiaire qui se trouve dans l'impossibilité d'exercer ses activités de stage, peut, dans l'intérêt de la profession, être suspendu par la Chambre conformément à la procédure mentionnée à l'article 45/2 de la Loi.

Art. 13. Lorsque le stagiaire est suspendu, le stage est interrompu pour la durée de la suspension. En cas de suspension du maître de stage ou lorsqu'il est tenu de cesser ses activités professionnelles, le stage n'est pas interrompu lorsqu'une nouvelle convention de stage, à faire approuver par la Chambre, est conclue dans les soixante jours.

Art. 14. Toute suspension ou omission est notifiée par la Chambre simultanément au maître de stage et au stagiaire par lettre recommandée à la poste. La motivation de la suspension ou de l'omission n'est mentionnée que sur la notification adressée à la personne suspendue ou omise.

Art. 15. Au terme de la période de stage, le stagiaire peut introduire auprès de la Chambre une demande d'inscription au tableau des titulaires de la profession.

Un document, établi par le maître de stage, donnant une évaluation du stage sera joint à cette demande. Le Conseil détermine la forme et le contenu de ce document.

CHAPITRE VI. — *Des droits et devoirs du stagiaire*

Art. 16. § 1. Le stagiaire accomplit consciencieusement son stage. Pendant toute la durée du stage, le stagiaire devra se consacrer réellement à des activités de comptable(-fiscaliste) .

§ 2. Seules les activités effectuées en qualité d'indépendant comptable (-fiscaliste) à titre accessoire ou à titre principal, rentrent en considération pour les stagiaires externes.

§ 3. Seules les activités effectuées dans le cadre d'un contrat de travail ou d'une fonction rémunérée par les pouvoirs publics pour la fonction de comptable-fiscaliste rentrent en considération pour les stagiaires internes.

Art. 17. Le stagiaire participe assidûment aux activités obligatoires, telles que conférences et séminaires, organisées par le Conseil pour les stagiaires.

Art. 8. Aan de stageovereenkomst kan vroegtijdig een einde gesteld worden :

1° mits een vooropzeg van twee maanden aan de andere partij betekend;

2° mits schriftelijke toestemming van beide partijen;

3° om een gegronde reden, die door de Kamer wordt beoordeeld nadat de partijen gehoord of minstens behoorlijk opgeroepen werden.

Het beëindigen van de stageovereenkomst moet onverwijld betekend worden aan de Kamer door de partij die de opzeg doet.

HOOFDSTUK V. — *De duur van de stage*

Art. 9. De stage wordt in België volbracht. De Kamer kan toestaan dat de stage voor maximaal één derde van de totale stageduur wordt volbracht in een andere lidstaat van de Europese unie. In dat geval kan de stagemester een persoon zijn die in het betreffende land een hoedanigheid heeft die gelijkwaardig is met deze van erkend boekhouder (-fiscalist).

Art. 10. De Kamer kan vrijstelling van het volgen van de stage toestaan aan de personen die in een andere lidstaat van de Europese Unie een hoedanigheid bezitten waarvan zij vaststelt dat deze gelijkwaardig is met die van erkend boekhouder(-fiscalist).

Art. 11. § 1. Op gemotiveerd verzoek van de stagiair, de stagemester of de stagecommissie kan de Kamer, de stage voor een door haar bepaalde duur opschorten of beëindigen.

§ 2. Wanneer aan de stageovereenkomst een einde wordt gemaakt bij toepassing van artikel 8, wordt de uitvoering van de stage ambtshalve geschorst vanaf de dag door de Kamer vastgesteld.

De stage begint opnieuw te lopen wanneer de Kamer een nieuwe, met een andere stagemester gesloten stageovereenkomst heeft goedgekeurd.

De nieuwe stageovereenkomst wordt ter goedkeuring voorgelegd aan de Kamer uiterlijk binnen een termijn van drie maanden nadat de ontbinding van de vorige stageovereenkomst van kracht werd.

Bij gebreke kan de stagiair door de Kamer van de lijst van stagiaires worden weggelaten conform de procedure waarnaar artikel 45 van de Wet verwijst.

Art. 12. De stagiair die in de onmogelijkheid verkeert zijn stagewerkzaamheden te verrichten, kan, in het belang van het beroep, door de Kamer geschorst worden overeenkomstig de procedure vermeld in artikel 45/2 van de wet.

Art. 13. Wanneer de stagiair geschorst wordt, wordt de stage onderbroken voor de duur van de schorsing. Wanneer de stagemester geschorst wordt of zijn beroepswerkzaamheden dient stop te zetten, wordt de stage niet onderbroken wanneer een nieuwe stageovereenkomst, goed te keuren door de Kamer, binnen de zestig dagen wordt afgesloten.

Art. 14. Elke schorsing of weglating wordt gelijktijdig aan de stagemester en aan de stagiair per aangetekende brief betekend door de Kamer. De motivering van de schorsing of de weglating wordt enkel vermeld op de kennisgeving gericht aan de persoon die geschorst of weggelaten wordt.

Art. 15. Bij het verstrijken van de stageperiode kan de stagiair een aanvraag richten tot de Kamer tot inschrijving op het tableau van de beroepsbeoefenaars.

Bij de aanvraag wordt een document gevoegd waarbij de stagemester, een evaluatie geeft van de doorlopen stage. De Raad bepaalt vorm en inhoud van dit document.

HOOFDSTUK VI. — *Rechten en plichten van de stagiaires*

Art. 16. § 1. De stagiair vervult gewetensvol zijn stage. Gedurende de volledige stageduur, moet de stagiair daadwerkelijk actief zijn in beroepswerkzaamheden van een erkend boekhouder(-fiscalist).

§ 2. Enkel de beroepswerkzaamheden van een erkend boekhouder (-fiscalist) verricht op zelfstandige basis, in hoofd- of bijberoep, komen in aanmerking voor de stage van de externe stagiaires.

§ 3. Enkel de beroepswerkzaamheden van een erkend boekhouder (-fiscalist) in het kader van een arbeidsovereenkomst of een door de overheid bezoldigde betrekking komen in aanmerking van de interne stagiaires.

Art. 17. De stagiair neemt nauwgezet deel aan de verplichte voordrachten en seminaries die door de Raad ten behoeve van de stagiaires georganiseerd worden.

Pour ce qui n'est pas expressément prévu par le présent règlement, les stagiaires sont soumis aux mêmes règles que les comptables(-fiscalistes) agréés y compris l'obligation d'identification prévue par la législation anti-blanchiment.

Le stagiaire transmet à l'Institut professionnel dans les délais requis, les rapports et informations qui lui ont été demandés et répond aux questions qui lui sont posées.

Art. 18. Le stagiaire rédige en collaboration avec le maître de stage un rapport de stage avant sa demande d'inscription à l'examen pratique d'aptitude. Le rapport de stage rend compte des travaux que le stagiaire a effectués ou auxquels il a participé ainsi qu'une évaluation du déroulement du stage. Le Conseil détermine la forme et le contenu du rapport que le stagiaire doit tenir.

CHAPITRE VII. — *Le maître de stage et les droits et devoirs du maître de stage*

Art. 19. § 1. Le candidat maître de stage doit en tant que comptable agréé IPCF ou comptable-fiscaliste agréé IPCF, expert-comptable IEC, ou réviseur d'entreprises IRE, être inscrit depuis au moins 5 ans sur le tableau des membres de l'IPCF, l'IEC ou l'IRE. L'expérience acquise auprès des différents Instituts est cumulée ainsi que la qualité de membre externe ou interne. Pendant une période de 5 ans à partir de l'entrée en vigueur du présent arrêté, un candidat maître de stage avec le titre de comptable agréé interne ou de comptable-fiscaliste agréé interne, ne devra pas satisfaire aux exigences de 5 ans d'inscription au tableau des membres de IPCF. Il devra uniquement faire la preuve de 5 ans d'expérience professionnelle en ce qui concerne les activités et la pratique professionnelle d'un comptable (-fiscaliste) agréé;

§ 2. Le candidat maître de stage qui veut se présenter comme maître de stage pour un stagiaire externe IPCF devra être comptable externe agréé IPCF, comptable-fiscaliste externe agréé IPCF, expert-comptable externe IEC, ou réviseur d'entreprises IRE.

§ 3. Le candidat maître de stage, qui a la qualité d'externe, doit être actif dans la pratique professionnelle à titre principal. Comme critère pour définir la profession principale, il faut utiliser le critère du droit social visant à déterminer le statut social (en fonction du temps consacré). La Chambre exécutive peut déroger à cette règle à la demande du candidat- maître de stage. Celui-ci doit cependant faire montre d'une disponibilité (en temps) suffisante et d'une solide expérience professionnelle.

§ 4. Les candidats maîtres de stage ne peuvent pas avoir encouru de sanction disciplinaire au sein de leur institut sauf réhabilitation conformément aux obligations légales.

§ 5. Le candidat maître de stage doit être en ordre quant à son obligation de formation permanente.

§ 6. Le candidat maître de stage qui a la qualité d'externe doit avoir assuré sa responsabilité professionnelle conformément aux dispositions légales et déontologiques en la matière. Il s'assure également que ses obligations relatives à la législation anti-blanchiment vis-à-vis de l'Institut Professionnel soient respectées.

§ 7. Le candidat maître de stage doit être en ordre de cotisation.

§ 8. La Chambre peut refuser d'inscrire un maître de stage sur la liste des maîtres de stagiaires ou l'en omettre s'il fait ou a fait preuve de négligence dans l'accomplissement de ses obligations. Le maître de stage concerné peut interjeter appel contre cette décision comme prévu à l'article 45/1 de la Loi.

§ 9. Le maître de stage n'est pas responsable des actes professionnels que le stagiaire externe a posés dans les dossiers personnels du stagiaire.

Le candidat maître de stage, membre de l'IEC ou de l'IRE, présente à la Chambre une attestation délivrée par son Institut, dans laquelle il est confirmé qu'il satisfait aux conditions mentionnées du § 3 au § 7 de cet article.

Art. 20. Le maître de stage peut s'occuper de la formation de maximum trois stagiaires en même temps, tous les Instituts des professions économiques confondus.

Art. 21. Le maître de stage assurera un suivi des travaux exécutés par le stagiaire et en plus, il assistera celui-ci dans l'accomplissement des travaux de comptable(-fiscaliste) chaque fois qu'il le sollicitera.

Le maître de stage assume son obligation de transmettre ses connaissances et son expérience personnelles à son stagiaire de manière digne et professionnelle et sans aucune rétribution directe ou indirecte.

Voor hetgeen niet expliciet wordt voorzien door dit reglement, zijn de stagiairs onderworpen aan dezelfde regels als de erkende boekhouders (-fiscalisten) met inbegrip van de identificatieplicht zoals voorzien door de anti-witwaswetgeving.

De stagiair maakt aan het beroepsinstituut binnen de gestelde termijn de verslagen en informatie over die hem worden gevraagd en beantwoordt de vragen die hem worden gesteld.

Art. 18. De stagiair maakt samen met de stagemeeester een stageverslag op voorafgaand aan zijn aanvraag tot inschrijving op het praktisch bekwaamheidsexamen. Het stageverslag geeft een overzicht van de werkzaamheden die de stagiair heeft verricht of waaraan hij heeft deelgenomen alsook een evaluatie van het verloop van de stage. De Raad bepaalt vorm en inhoud van dit verslag.

HOOFDSTUK VII. — *De stagemeeester en de rechten en plichten van de stagemeeester*

Art. 19. § 1. De kandidaat-stagemeeester moet als erkend boekhouder BIBF of erkend boekhouder -fiscalist BIBF, accountant IAB, of bedrijfsrevisor IBR tenminste 5 jaar ingeschreven zijn op het tableau van de leden van het BIBF, van het IAB of van het IBR. De ervaring bij de verschillende Instituten is cumuleerbaar alsook de hoedanigheid van extern of intern lid. Gedurende een periode van 5 jaar vanaf de inwerkingtreding van dit besluit zal een kandidaat stagemeeester met de hoedanigheid van intern erkend boekhouder of intern erkend boekhouder-fiscalist niet moeten voldoen aan de vereisten van 5 jaar inschrijving op het tableau van de leden van het BIBF. Hij zal enkel vijf jaar nuttige beroepservaring moeten aantonen betreffende de werkzaamheden en de beroepspraktijk van een erkend boekhouder (-fiscalist);

§ 2. De kandidaat stagemeeester die wenst op te treden als stagemeeester voor een externe stagiair BIBF moet extern erkend boekhouder BIBF, extern erkend boekhouder -fiscalist BIBF, extern accountant IAB, of bedrijfsrevisor IBR zijn.

§ 3. De kandidaat-stagemeeester met een externe hoedanigheid dient actief te zijn in de beroepspraktijk in hoofdberoep. Als criterium voor het hoofdberoep dient het sociaalrechtelijke criterium te worden gehanteerd voor het bepalen van het sociale statuut (in functie van tijdsbesteding). De Uitvoerende Kamer kan van deze regel afwijken op verzoek van de kandidaat-stagemeeester. Deze moet hiertoe een voldoende beschikbaarheid (in tijd) en een brede beroepservaring kunnen aantonen.

§ 4. De kandidaat-stagemeeesters mogen geen tuchtrechterlijke veroordelingen hebben opgelopen binnen hun beroepsinstituut behoudens indien zij eerherstel verkregen in overeenstemming met de wettelijke voorwaarden.

§ 5. De kandidaat-stagemeeester moet in orde zijn met zijn verplichting betreffende permanente vorming.

§ 6. De kandidaat-stagemeeester met een externe hoedanigheid dient een beroepsaansprakelijkheidsverzekering afgesloten te hebben die conform is met de deontologische en wettelijke bepalingen ter zake en dient zijn verplichtingen inzake de anti-witwaswetgeving ten aanzien van het Beroepsinstituut te hebben vervuld.

§ 7. De kandidaat-stagemeeester moet in orde zijn met de ledenbijdrage.

§ 8. De Kamer kan een stagemeeester weglaten van de lijst van stagemeeesters of weigeren als stagemeeester wanneer zij blijk hebben gegeven van nalatigheid bij het nakomen van hun verplichtingen. De betrokken stagemeeester kan hiertegen in beroep gaan zoals voorzien in artikel 45/1 van de wet.

§ 9. De stagemeeester is niet verantwoordelijk voor de beroepsdaden die de externe stagiair in de persoonlijke dossiers van de stagiair heeft verricht.

De kandidaat stagemeeester lid van het IAB en het IBR maakt een attest, afgeleverd door zijn Instituut, over aan de Kamer waarin wordt bevestigd dat hij voldoet aan de voorwaarden zoals vermeld in § 3 tot en met § 7 van dit artikel.

Art. 20. De stagemeeester mag maximaal drie stagiairs tegelijk begeleiden voor alle instituten van de economische beroepen samen.

Art. 21. De stagemeeester zal de werkzaamheden van de stagiair opvolgen en zal bovendien de stagiair begeleiden bij de werkzaamheden als boekhouder (-fiscalist) telkens deze hem hierom verzoekt.

De stagemeeester volbrengt zijn taak om zijn kennis en beroepservaring over te dragen aan zijn stagiair op een waardige en professionele wijze zonder dat hiervoor enige directe of indirecte vergoeding verschuldigd is.

La communication desdites connaissances doit se faire pro deo et repose sur une base totalement volontaire. De plus, le maître de stage ne peut pas se faire payer pour les tâches de contrôle et d'accompagnement qu'il effectue en faveur du stagiaire dans le cadre des dossiers personnels du stagiaire.

Art. 22. Le maître de stage prend régulièrement connaissance des activités de stage de son stagiaire. Il en discute avec le stagiaire.

Si le stagiaire a manqué à ses obligations, le maître de stage en avertira la Chambre pendant le stage.

CHAPITRE VIII — *Des infractions aux obligations prévues par la convention de stage*

Art. 23. La Chambre peut être saisie par chacune des parties concernées par la convention de stage de toute infraction aux obligations imposées par celle-ci.

CHAPITRE IX. — *Dispositions finales*

Art. 24. Au plus tard le 30 juin de chaque année, le Conseil remet au Ministre qui a les Classes Moyennes dans ses attributions, ainsi qu'au Conseil Supérieur des Professions Economiques, un rapport détaillé sur l'application du présent règlement de stage durant l'année précédente. Il y formule les observations et propositions qu'il juge utiles.

Art. 25. Le Roi peut en tout temps modifier le présent règlement de stage pour se conformer aux traités internationaux.

Vu pour être annexé à notre arrêté royal du 10 avril 2015 portant approbation du règlement de stage de l'Institut Professionnel des Comptables et Fiscalistes agréés.

PHILIPPE

Par le Roi :

Le Ministre des Classes moyennes et des PME,
Willy BORSUS

De stagemester vervult zijn rol op geheel vrijwillige basis. De stagemester kan zich niet laten vergoeden voor de opvolging en de begeleiding van de stagiair in het kader van de persoonlijke dossiers van zijn stagiair.

Art. 22. De stagemester neemt geregeld kennis van de stagewerkzaamheden van zijn stagiair. Hij bespreekt deze samen met de stagiair.

Indien de stagiair aan zijn verplichtingen tekort komt zal de stagemester dit tijdens de stage dienen te melden aan de Kamer.

HOOFDSTUK VIII — *Inbreuk op de verplichtingen van de stageovereenkomst.*

Art. 23. Elke inbreuk op de verplichtingen aangegaan in de stageovereenkomst kan, bij de Kamer aanhangig gemaakt worden door elke belanghebbende partij bij deze stageovereenkomst.

HOOFDSTUK IX. — *Slotbepaling.*

Art. 24. Ten laatste op 30 juni van elk jaar maakt de Raad een gedetailleerd verslag over aan de Minister die de Middenstand onder zijn bevoegdheid heeft alsook aan de Hoge Raad voor de Economische beroepen, aangaande de toepassing van dit stagereglement tijdens het voorbije jaar. Hierin formuleert hij de opmerkingen en voorstellen die hij nuttig acht.

Art. 25. De Koning kan ten allen tijde dit stagereglement wijzigen teneinde het in overeenstemming te brengen met de internationale verdragen.

Gezien om gevoegd te worden bij het ons besluit van 10 april 2015 tot goedkeuring van het stagereglement van het Beroepsinstituut van erkende Boekhouders en Fiscalisten.

FILIP

Van Koningswege :

De Minister van Middenstand en KMO's,
Willy BORSUS

GRONDWETTELIJK HOF

[2015/202363]

Uittreksel uit arrest nr. 47/2015 van 30 april 2015

Rolnummer : 5831

In zake : het beroep tot gedeeltelijke vernietiging van het decreet van het Vlaamse Gewest van 29 maart 2013 houdende wijziging van diverse decreten wat de woonkwaliteitsbewaking betreft (wijziging van verschillende bepalingen van het decreet van het Vlaamse Gewest van 15 juli 1997 houdende de Vlaamse Wooncode), ingesteld door de nv « Group Globiss ».

Het Grondwettelijk Hof,

samengesteld uit de voorzitters A. Alen en J. Spreutels, en de rechters E. De Groot, L. Lavrysen, J.-P. Snappe, J.-P. Moerman, E. Derycke, T. Merckx-Van Goey, P. Nihoul, F. Daoût, T. Giet en R. Leysen, bijgestaan door de griffier F. Meersschaut, onder voorzitterschap van voorzitter A. Alen,

wijst na beraad het volgende arrest :

I. *Onderwerp van het beroep en rechtspleging*

Bij verzoekschrift dat aan het Hof is toegezonden bij op 31 januari 2014 ter post aangetekende brief en ter griffie is ingekomen op 3 februari 2014, heeft de nv « Group Globiss », bijgestaan en vertegenwoordigd door Mr. K. De Puydt, advocaat bij de balie te Brussel, beroep tot gedeeltelijke vernietiging ingesteld van het decreet van het Vlaamse Gewest van 29 maart 2013 houdende wijziging van diverse decreten wat de woonkwaliteitsbewaking betreft (wijziging van verschillende bepalingen van het decreet van het Vlaamse Gewest van 15 juli 1997 houdende de Vlaamse Wooncode), bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad* van 1 augustus 2013.

(...)

II. *In rechte*

(...)

Ten aanzien van de ontvankelijkheid van het beroep

B.1.1 De Vlaamse Regering voert aan dat niet blijkt dat door het daartoe bevoegde orgaan van de nv « Group Globiss », en in een regelmatige samenstelling, is beslist tot het instellen van het beroep.

B.1.2 Artikel 7, derde lid, van de bijzondere wet van 6 januari 1989 op het Grondwettelijk Hof voorziet erin dat het bewijs van de beslissing van het bevoegde orgaan van de rechtspersoon om in rechte te treden « op het eerste verzoek » moet worden voorgelegd. Die formulering laat het Hof toe, zoals het heeft geoordeeld bij zijn arrest nr. 120/2014 van 17 september 2014, om af te zien van een dergelijk verzoek, met name wanneer de rechtspersoon door een advocaat wordt vertegenwoordigd, zoals te dezen.

Die interpretatie belet niet dat een partij gerechtigd is op te werpen dat de beslissing om in rechte op te treden niet is genomen door de bevoegde organen van de rechtspersoon, maar zij moet haar opwerping aannemelijk maken, wat kan met alle middelen van recht.